

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19451 - 75ÈME ANNÉE

Isolé dans son propre camp, le président de la Région Réunion rate son lancement de campagne des municipales

Didier Robert se replie à Saint-Denis : l'échec annoncé



Mais que vient faire un président de Région dans cette galère ? (Photo d'archives)

A peine 200 personnes dont une bonne partie de salariés de la collectivité présidée par Didier Robert, et aucune présence des responsables de son camp politique qui ont constitué une plate-forme sans lui : le lancement de la campagne du président de Région aux municipales de Saint-Denis a tourné au fiasco, ce mardi 21 janvier. Cerné par les

affaires, par une gestion calamiteuse des deniers publics à la Région Réunion, par l'incapacité à mener à bien le chantier de la route en mer, et isolé dans son propre camp, Didier Robert a décidé de se replier à Saint-Denis. Tous les ingrédients d'un échec annoncé sont là.

Lors de la campagne des municipi-

pales de 2014, le bruit avait couru que Didier Robert, président de Région, allait être candidat à Saint-Denis ou à Saint-Paul. Finalement, il avait trouvé place sur la liste conduite par Nathalie Bassire au Tampon. Tout cela pour un résultat calamiteux. La liste était loin derrière au soir du premier tour. Le bilan peu favorable de Didier Robert à la tête de la Mairie du Tampon

avait sans doute été un boulet. En position de se maintenir, Nathalie Bassire avait préféré arrêter les frais et se retirer. Ce résultat n'eut guère de conséquence pour les Régionales l'année suivante. Six ans plus tard, Didier Robert est de nouveau candidat aux municipales, cette fois à Saint-Denis. Mais d'une élection à l'autre, le contexte est totalement différent.

Pourquoi vouloir régresser de président de Région à maire ?

En 2014, le président de Région n'était pas tête de liste. Il était donc moins exposé en cas de défaite. De plus, il n'avait pas à dire publiquement qu'il allait démissionner de la présidence de la Région en cas d'élection pour cause de cumul des man-

dat. Nathalie Bassire était tête de liste, et c'est elle qui se positionnait en tant que maire potentiel, pas Didier Robert. Sur ce point, la loi a changé. En cas de victoire aux municipales, Didier Robert sera démissionné d'office de la présidence de la Région Réunion, car c'est automatiquement le mandat le plus récent qui s'applique. Car la loi ne permet pas à un président de Région ou de Département d'être adjoint et encore moins maire d'une commune comme Saint-Denis.

Voilà de quoi susciter de nombreuses supputations. En effet, Didier Robert est président d'une Région. Il a la responsabilité d'un budget habituellement supérieur au milliard d'euros, de la planification économique, de la gestion des milliards de l'Europe obtenus par Paul Vergès et Elie Hoarau, des transports interurbains, des routes nationales, de l'énergie, de la formation notamment. Vouloir devenir maire apparaît donc clairement comme une régression, quelle que soit l'importance de la commune. Les compétences et les moyens d'une municipalité sont bien inférieurs. De plus, en cas de succès, Didier Robert ne fera plus partie du club des 26 présidents de Région ou de Collectivité territoriale, mais sera noyé dans l'anonymat des 30.000 maires de la République. N'est-ce pas là une indication sur le principal problème du président de Région : son bilan désastreux qui est un boulet, comme l'avait souligné Philippe Naillet lors de la présentation de la candidature d'Ericka Bareigts comme tête de la liste soutenue par le Parti communiste réunionnais à Saint-Denis, dans laquelle figuraient plusieurs candidats communistes.

Force est de constater également que la cote de popularité du locataire de la Pyramide inversée n'est plus au même niveau. En 2014, des mesures clientélistes comme les bons de réduction pour acheter des ordinateurs ou pour voyager en France avait fortement contribué à boucher les yeux des électeurs. Mais cette fois cela ne marche plus. Rappelons que pendant le mouvement des gilets jaunes fin 2018, le président de Région avait été mis dans le même panier que le président de la République, excusez du peu. Durant les rassemblements, un des mots d'ordre scandé le plus souvent était « Macron démission, Robert démission ». Il suffit également de se souvenir la manifestation de jeunes partie spontanément des Camélias le 19 novembre 2018, et qui déboucha sur l'irruption des manifestants dans la Région Réunion malgré la présence de dizaines de gros bras sans uniforme qui ne purent contenir la force du mouvement. Didier Robert fut contraint de se retrancher dans le bâtiment. Ce fait sans précédent dans l'histoire de La Réunion soulignait déjà l'ampleur du malaise.

Le fiasco du chantier de la route en mer n'est pas de nature à inverser la tendance, car ce projet ne pourra jamais être terminé sous la forme défendue bec et ongles par la majorité en place à la Région, sans oublier l'enquête du Parquet national financier sur l'attribution d'un marché de plus d'un milliard d'euros. A cela s'ajoute une autre affaire révélée en pleine crise des gilets jaunes, au sujet du salaire mirobolant perçu par le président de Région en tant que PDG d'une société d'économie mixte en charge des Musées régionaux.

Enfin, en 2014, Didier Robert était l'artisan d'une plate-forme de la droite qui comptait créer une dynamique aux municipales afin d'emporter la direction du Département et de la Région l'année suivante. En ce début 2020, les ténors de la droite se sont entendus sur une plate-forme pour les municipales alors que le président de Région était en vacances aux États-Unis ! Partie prenante de cette plate-forme, la sénatrice Nassimah Dindar conduit une liste aux municipales de Saint-Denis. Elle peut donc se targuer du soutien de l'UDI, de Les Républicains, du Modem, de LREM et du président du Département notamment. Le président de Région a donc décidé de se présenter contre son camp politique.

En conséquence, aucun responsable de cette plate-forme n'était présent lors de la déclaration de candidature de Didier Robert. Cela ne put qu'avoir des répercussions sur le meeting de lancement de campagne. Selon « le Quotidien », cela devait se faire samedi au Barachois en plein air. Il s'avère que cet événement eut lieu mardi à la salle Candin. Malgré la moindre jauge de cet équipement, il sonnait bien creux avec à peine 200 personnes dont une bonne part était composée de salariés de la collectivité présidée par Didier Robert, estime « Imaz Press Réunion ». Sur ce point, les choses sont claires, cela s'appelle un fiasco. Quel contraste avec le dynamisme observé autour de liste conduite par Ericka Bareigts et soutenue par le PCR à Saint-Denis lors des meetings de la Cité des Arts et de Sainte-Clotilde.

En conclusion, sur la base de tous ces éléments, le repli de Didier Robert sur Saint-Denis est un échec annoncé.

**Les Réunionnais
ont ouvert les yeux**

**Didier Robert
contre son camp
politique**

M.M.

Edito

Madagascar a besoin de partenaires pour son autosuffisance alimentaire : la Région Réunion en dessous de tout

«L'Express de Madagascar» d'hier annonce la signature d'un accord entre l'État et un groupe des Emirats arabes unis. Voici un extrait précisant l'objectif de ce partenariat :

« Afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche s'est engagé en partenariat avec le groupe Elite Agro LLC. Le Mémoire d'entente souligne que l'exploitation concerne 60 000ha de terrain dans le Bas Mangoky et il y est attendu la production annuelle de 350 000t de riz, 200 000t de maïs, 150 000t de blé, 300 000t de soja, 20 000t de pois de cap et 30 000t d'arachide », détaille le communiqué du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche. La contribution de l'État malgache est relative à « la mise à disposition » du terrain sous forme de « prêt » et le groupe Elite Agro LLC se charge de l'aménagement, de la culture proprement dite qui pourvoit des milliers d'emplois. « Les productions seront achetées par l'État à moindre coût, et, pour approvisionner le marché local, et, en vue d'une exportation. Il est à souligner que le projet sera dans un premier temps en essai pendant une année, avant de signer un contrat définitif », relate encore le communiqué.

Il est à noter que la nature de cet accord est très différent de celui avec Daewoo qui avait entraîné la chute du président Marc Ravalomanana en 2009. En effet, à cette époque, l'objectif des Coréens était de produire pour leur pays. En effet, en raison de l'application en Corée de modes de consommation occidentaux et de l'accroissement de la population, la terre manque. Cette fois-ci, le contenu peut être qualifié de gagnant-gagnant. En effet, en échange de la concession, Elite Agro LLC fournira le matériel, embauchera des milliers de travailleurs, et l'État achètera la production «à un moindre coût» pour nourrir sa population, et pour exporter afin d'obtenir des devises.

Lorsque la Région Réunion était dirigée par Paul Vergès, la collectivité s'inscrivait dans une stratégie de co-développement avec l'île sœur. Il s'agissait notamment de contribuer à réparer les séquelles de la colonisation,

car n'oublions pas que sous l'occupation française, l'écrasante majorité des colons qui faisaient travailler les Malgaches comme des esclaves étaient des Réunionnais.

Un autre objectif était de soutenir la marche de Madagascar vers l'autosuffisance alimentaire en mettant à disposition des jeunes Réunionnais formés, condamnés au chômage à La Réunion par un système qui prive de travail fixe la moitié des personnes en âge de travailler. Cette stratégie avait été précisée en 2008, lors du séminaire co-développement durable dans l'océan Indien. Elle visait à mobiliser les énergies pour que Madagascar redevienne le grenier de notre région.

Si la majorité en place à la Région Réunion depuis 2010 s'était contentée de poursuivre cette stratégie, nul doute que ce genre de contrat aurait été signé entre des professionnels de l'agriculture à La Réunion et l'État malgache. A l'heure d'aujourd'hui cela n'est pas le cas, à moins qu'une grande discrétion eut été observée à ce sujet. Cela n'est guère étonnant. Madagascar n'est pas une priorité pour Didier Robert. Les faits montrent qu'il préfère gaspiller l'argent des contribuables en participant au financement du Carnaval des Seychelles par exemple. Un financement qui ne manque pas de susciter des interrogations au sujet des retombées pour La Réunion en termes d'emplois, quel est donc le véritable objectif poursuivi par le président de Région ?

Voilà comment l'équipe de Didier Robert a traité les années de travail d'agents motivés. Mais si la politique à la petite semaine et le clientélisme sont devenus la règle à la Région Réunion (bons d'achat pour des ordinateurs ou bons de réduction sur les billets d'avion pour ceux qui ont les moyens de voyager par exemple) Madagascar n'attend pas et le train passe devant les Réunionnais. C'est un occasion en or qui risque d'être ratée de manière irréversible. Gageons qu'à La Réunion, des forces vives sauront faire sans la majorité de cette collectivité pour reprendre à leur compte la stratégie de co-développement lancée par Paul Vergès.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lé zamé tro bonèr pou fé la kouyonade ! Mé pran lo tann épi fé lé shoz bien !

Mi di sa pou tout sak i pans zot v'ashète in bèl-bèl traktèr, avèk in bèl-bèl sharjèr. Mèm zot bèl kat-kat i fé pityé kan zot sipèr traktèr i tras dsi la rout. Poitan kisa k'i diré zot sipèr traktèr épi zot simpèr sharjèr épi bann sipèr zinstriman pou travaye va sov azot... Mé zami, moin la konète in ga-in bon travayèr kant mèm-téi i pran son traktèr gran matin pou alé shèrch gouté pou marmaye ésan zoubliyé son paké sigarète.

Si nou l'avé pou rokomans nout dévlopman kanyé, zot i pans nou n'ar rofé parèye, sansa in n'ot manyèr ? Mi di in n'ot manyèr pars zot i oi ousa zistoir-la l'amenn anou : dann mir dirèk malgré in produi, sansa in group produi, éstra konm la poin b onpéi apèl kann épi son kantité sou-produi. Zordi i komans parl sa o pasé pou nou, épou lé zot alor ?

Zot i koné dann in pé i i apèl Hawaiï kann la fini zour pou landmin. Koté nou lil Moris, plantasyon kann, lindistri kann I dékaniye zour an zour. Mé sa I dékouraz pa d'ot péi pou fé parèye. Mi rapèl mon papa téi di souvan défoi, mon léspèryans amoin, i pé pa profite lé zot. Mon kouyonade sé mon kouyonade sa i anpèsh pa lé zot fé sak zot. Lé bien vré malorèzman !

Pou kosa mi di sa zordi ? Pars Madégaskar l'aprè, d'aprè sak li di, indistriyaliz son péi a « outrans » é sirtou indistriyaliz son l'agrikiltir. I paré lo jenn prézidan, i trap lo bann problèm ékonomik bra lo kor é sa i fé l'admirasyon bann zotorité intèrnasyonal : li néna dé gran lizine dosik an kour, li la fé in prètman larzan 35 mikyon dolar pou modèrniz son l'agrikiltir. I oi son foto dann in konfèrans l'onu dsi l'ékonomi, é lé vré i mank pa li lélékans avèk la boté. Mé élégans avèk boté, mi pans pa sa i fé l'éfikasité.

Lé vré Madégaskar néna la tèr an pounnyakant, lé vré késtyonn lénèrzi li pé an avoir, mé zis in n'afèr zis in rogré moin néna kan mi oi sa : mi pans la pa avèk bann téknik yèr i pé fé in l'ékonomi pou domin. Nout bann frèr é sèr malgash i mank pa zot lé kapasité, é bien kalkilé zot i pé bate la mizèr atèr émète zot péi dann la sifizans épi la modèrnité. Mé zami, yèr té yèr, zordi sé zordi é domin sé domin. Lé zamé tro bonèr pou fé la kouyonad mé si i pran lo tan i pé fé lé shoz bien. Non !

Justin